

Le torchon brûle entre Orbán et Juncker

La Commission européenne dénonce une campagne «choquante» lancée par le gouvernement hongrois contre son président Jean-Claude Juncker.

VINCENT GEORIS

Le gouvernement hongrois a posté lundi sur sa page Facebook une photo (ci-contre) du milliardaire Georges Soros et du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ricanant tels deux diables sortis de leur boîte. «*Tout le monde a le droit de savoir ce que fait Bruxelles*», est-il écrit sur cette pièce de propagande digne des années trente. Le gouvernement de Viktor Orbán dénonce la volonté de l'UE d'imposer des quotas migratoires «*au péril de la sécurité de la Hongrie*».

La Commission européenne a dénoncé cette campagne, qu'elle qualifie de «*ridicule et choquante*», et lancé une contre-campagne en anglais. «*Des théories conspirationnistes ridicules sont désormais diffusées au plus grand nombre*», a réagi mardi un porte-parole de la Commission.

Article 7

L'agressivité du gouvernement hongrois est d'autant plus étonnante

qu'elle est dirigée contre des mesures, les quotas migratoires, sur la table depuis 2015. Sans compter sur le fait que Jean-Claude Juncker et Viktor Orbán font partie de la même famille politique, le PPE. À deux mois des élections, cela fait tache.

L'incident est le signe de la dégradation des relations entre la Hongrie et l'UE suite à l'activation de la procédure en violation de l'État de droit prévue à l'article 7 du Traité.

Cette procédure peut aboutir à retirer à un État membre son droit de vote au Conseil européen. Elle a été aussi lancée contre la Pologne où le gouvernement tente de contrôler la Justice.

Les ministres des Affaires étrangères et européennes abordaient la question de ces deux procédures, mardi lors d'un Conseil affaires générales. À l'issue de cette réunion, le vice-président de la Commission Frans Timmermans a souligné l'absence de progrès réalisés tant par la Pologne que la Hongrie. Il s'est aussi interrogé sur le fait que le gouvernement Orbán diffuse une telle campagne le jour même de ce débat. «*On en ritait si ce n'était pas tellement grave*, a-t-il dit. «*La Commission européenne ne mérite pas d'être traitée ainsi par un État membre.*»